

---

## **Une vague de reprise économique soulève-t-elle toutes les embarcations?**

*Les revenus et les expériences sur le marché du travail des immigrants récents,  
de 1995 à 1998*

par

Ekuwa Smith, chercheure principale au CCDS  
et Andrew Jackson, directeur de la recherche au CCDS

Février 2002



**Conseil canadien de développement social**

309, rue Cooper, 5<sup>e</sup> étage, Ottawa (ON) K2P 0G5 · Tél. : (613) 236-8977

Fax : (613) 236-2750 · Courriel : [council@ccsd.ca](mailto:council@ccsd.ca) · Internet : [www.ccsd.ca](http://www.ccsd.ca)

---



# **Une vague de reprise économique soulève-t-elle toutes les embarcations?**

## **Les revenus et les expériences sur le marché du travail des immigrants récents, de 1995 à 1998**

*Cette étude a été en partie financée par des contributions du Secrétariat d'État au Multiculturalisme au ministère du Patrimoine canadien, et du ministère du Développement des ressources humaines Canada.*

### **Introduction**

Cette étude examine les revenus et les expériences sur le marché du travail des immigrants récents au Canada pendant la période de reprise économique de 1995 à 1998. En s'appuyant sur des données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, de Statistique Canada, l'étude est centrée sur les taux d'emploi, les salaires, les revenus familiaux et les taux de pauvreté des immigrants récents par rapport à ceux du reste de la population canadienne.

L'un des principaux résultats de l'étude révèle un écart important dans les débouchés d'emploi et les revenus entre les immigrants récents et les autres Canadiens, mais qui s'est rétréci de 1995 à 1998. Bien qu'appréciée, il faut voir cette diminution dans le contexte des écarts très grands qui subsistaient encore entre les immigrants récents et les autres Canadiens en 1998. Cette année-là, la pauvreté chez les immigrants récents était le double du taux canadien, et leurs salaires annuels étaient inférieurs d'un tiers à ceux des autres Canadiens. Néanmoins, il semblerait que la vague de reprise économique pendant la seconde moitié des années 1990 a eu un effet positif sur les débouchés d'emploi et les revenus des récents immigrants canadiens.

Une conclusion significative en matière de politiques que l'on peut tirer de ces chiffres est qu'un marché du travail «serré» peut stimuler un élan majeur vers l'égalité et l'inclusion des immigrants récents dans l'ensemble de la société du point de vue économique et social. Cependant, il faut quand même encore d'autres mesures pour promouvoir l'équité d'emploi.

### **Loin d'être égaux : les immigrants récents sur le marché du travail canadien**

Le Canada accueille de nombreux nouveaux immigrants et réfugiés chaque année. L'immigration a représenté plus de 50% de la croissance nette de la population et 70% de la croissance de la main d'oeuvre dans la première moitié des années 1990 (1991-1996), et on prévoit qu'elle représentera pratiquement toute la croissance de la main d'oeuvre canadienne d'ici à l'année 2011. En 1996, près d'une personne sur cinq au Canada (17,4 %) était née à l'étranger – un chiffre qui ne tient pas compte des enfants nés au Canada dans les familles d'immigrants récents.

Alors que le Canada a toujours été une nation d'immigrants, les changements de politiques publiques du début des années 1960 ont augmenté les pays d'origine pour y inclure les pays en voie de développement, ce qui a aidé à faire du Canada une société beaucoup plus diversifiée

racialement. En grande partie à cause de l'immigration des années 1980 et 1990, les membres des minorités visibles représentent maintenant environ 11% de l'ensemble de la population, par rapport à 9% en 1991, et seulement 6% aussi récemment qu'en 1986 (Centre canadien de la statistique juridique, 2001). Environ trois personnes sur quatre parmi les immigrants récents au Canada font maintenant partie d'une minorité visible. Et c'est un chiffre probablement sous-estimé du fait que le statut de minorité visible n'est souvent pas déclaré.

Les personnes appartenant à une minorité visible<sup>1</sup> sont définies comme n'étant ni des Blancs ni des Autochtones. Le Centre canadien de la statistique juridique rapporte qu'en 1996, 27% de toutes les personnes des minorités visibles au Canada étaient d'origine chinoise, 21% d'origine sud-asiatique, 18% étaient des Noirs, 8% étaient Arabes ou originaires du Moyen-Orient, 7% venaient des Philippines, 6% d'Amérique latine, 5% du sud-est asiatique, et 8% provenaient d'autres groupes ethniques.

Le Canada se vante d'être le premier pays au monde à avoir adopté le multiculturalisme comme politique officielle. Selon le ministère du Patrimoine canadien<sup>2</sup>, le multiculturalisme reconnaît le potentiel de tous les Canadiens et encourage tous les citoyens à participer activement aux affaires sociales, culturelles, économiques et politiques du Canada. Dans le but de promouvoir l'inclusion, la reconnaissance et l'égalité, une vaste structure de lois et de politiques ont été mises en place, y compris la Charte canadienne des droits et libertés, la Loi canadienne sur les Droits de la personne, la Loi sur l'équité en matière d'emploi et la Loi sur le multiculturalisme canadien. Cette structure est destinée à promouvoir des débouchés égaux pour tous et à interdire la discrimination basée sur l'appartenance ethnique, la race, la religion ou l'origine nationale. Cependant, malgré ces lois et politiques canadiennes et l'égalité officielle qu'elles stipulent, on constate de vastes écarts et qui vont s'accroissant dans la situation sociale et économique de fait chez les gens appartenant à des groupes raciaux et ethniques différents.

La participation au marché du travail constitue l'un des facteurs les plus importants pour une inclusion réussie des immigrants dans la société canadienne. Le travail rémunéré est de loin le déterminant le plus important du revenu ménager dans la population active et représente une source cruciale de bien-être personnel pour les nouveaux immigrants qui sont venus au Canada en quête de nouvelles chances. L'expérience acquise grâce au travail rémunéré est importante pour leur mobilité future sur le marché de l'emploi et donc, pour leur inclusion dans l'ensemble de la société. Pourtant les immigrants récents – surtout ceux des minorités visibles – ont fait face à des taux élevés de chômage ou de sous-emploi dans des emplois à faible salaire qui souvent ne correspondent pas à leurs compétences et leurs qualifications officielles.

De récentes études du CCDS s'appuyant sur des chiffres du Recensement de 1996 (fournissant des données sur les revenus de 1995) ont dépeint un tableau troublant de la pauvreté parmi les minorités visibles et les immigrants récents. Notre rapport, *Urban Poverty in Canada*, a révélé

---

<sup>1</sup> Le terme «minorité racialisée» est parfois utilisé pour «minorité visible» pour exprimer que la notion de race n'est pas simplement un fait biologique objectif, mais plutôt une construction sociale et culturelle qui a le potentiel d'exposer les minorités à la discrimination raciale. Cependant, le terme «minorité visible» a été employé dans les collectes de données et correspond à la catégorie pertinente aux fins de la législation sur l'équité en matière d'emploi.

<sup>2</sup> À partir de janvier 2002, le Multiculturalisme est passé sous la direction du Ministère du travail.

que la pauvreté – définie d’après le seuil de faible revenu (SFR) avant impôt – était à un taux extraordinairement élevé de 52,1% parmi les immigrants qui étaient arrivés dans les villes canadiennes après 1991, et le taux était encore très élevé (35,1%) parmi les immigrants qui étaient arrivés après 1986 (CCDS, 2000, Tableau 2.4). L’étude montrait aussi que 37,6% des personnes faisant partie des minorités visibles dans les villes canadiennes en 1995 vivaient dans la pauvreté, par rapport à 20,9% des minorités non visibles (CCDS, 2000, Tableau 2.6). Une autre étude du CCDS menée pour la Fondation canadienne des relations raciales, a révélé de grands écarts entre les salaires et les revenus annuels des personnes de minorité visible nées à l’étranger et ceux des autres Canadiens (Kunz, Milan et Schetagne, 2000). Ces disparités existaient malgré le niveau élevé de scolarité formelle chez beaucoup d’immigrants récents. Heureusement, les écarts entre les revenus annuels et les salaires des personnes de minorité visible nées au Canada et ceux des autres Canadiens étaient beaucoup plus petits, ou inexistant (Kunz, Milan et Schetagne, 2000).

Ces résultats généraux ont aussi été confirmés ailleurs. Dans une étude de Statistique Canada sur le faible revenu dans les années 1990, Morissette et Zhang ont trouvé que 28% des immigrants qui étaient arrivés après 1986 avaient fait face à quatre années ou plus de faible revenu (défini selon le SFR après impôt) de 1993 à 1998. Près de la moitié (46 %) avaient fait face à une année ou plus de faible revenu. Les auteurs ont signalé que les personnes de minorité visible nées à l’étranger et les immigrants récents étaient beaucoup plus susceptibles que les autres Canadiens de vivre avec un faible revenu persistant.

Malheureusement, la situation des immigrants récents par rapport à celle des autres Canadiens s’est considérablement aggravée. Reitz a analysé les données du Recensement de 1981 à 1996 sur les immigrants récents et a montré une tendance progressive vers des taux plus bas de participation à la main d’oeuvre chez les immigrants par rapport à la population née au Canada. Il affirme que les compétences des immigrants n’ont pas été prises en compte pendant cette période, et que l’étendue de ce phénomène a augmenté au fil des ans. La recherche entreprise par Citoyenneté et Immigration Canada et par Développement des ressources humaines Canada montre que les salaires relatifs des immigrants récents ont chuté abruptement depuis la moitié des années 1980 jusqu’à la moitié des années 1990, même chez les immigrants qui avaient une formation universitaire. Une présentation par Mary Grant et Eden Thompson lors d’un atelier au Congrès 2001 sur les politiques sociales canadiennes a signalé que les immigrants traditionnellement «rattrapaient» le salaire moyen canadien dans les 10 à 14 années suivant leur arrivée au Canada, mais que cela avait changé depuis la moitié des années 1980, particulièrement en ce qui concerne les immigrants venus d’Asie et d’Afrique. Ornstein indique que, même avec des niveaux de scolarité équivalents, les groupes des minorités visibles sont sous-représentés dans les postes de gestion, professionnels et à revenu élevé, et sont surreprésentés dans les postes inférieurs et mal rémunérés. Encore une fois, c’est particulièrement le cas pour des groupes raciaux spécifiques, notamment les Noirs et les Sud-Asiatiques.

Certains auteurs ont attribué les disparités de revenu et d’emploi chez les minorités visibles au racisme (Galabuzzi, 2001; Kunz, Milan et Schetagne, 2000). Des résultats inégaux entre groupes avec des niveaux d’éducation semblables font effectivement bien penser à la discrimination raciale au niveau de l’embauche et de l’avancement, et les immigrants récents eux-mêmes reconnaissent certainement que la discrimination raciale est un obstacle majeur pour faire avancer leur carrière sur le marché de l’emploi au Canada (Kunz, Milan et Schetagne, 2000).

Les importants écarts de salaires entre les immigrants récents de minorité visible et les autres Canadiens ne peuvent s'expliquer par des niveaux inférieurs de scolarité formelle. Brouwer remarque que le système de points utilisé pour sélectionner les immigrants amène beaucoup de gens avec un haut niveau d'éducation au Canada. En 1998, 72% des immigrants dans la catégorie des «travailleurs qualifiés» avaient un diplôme universitaire. La proportion générale de diplômés universitaires parmi toutes les catégories d'immigrants – y compris les réfugiés, les immigrants de la catégorie famille et les indépendants – était substantiellement plus élevée que celle des Canadiens de la même tranche d'âge principale en âge de travailler : chez les hommes immigrants, la proportion était de 36% par rapport à 18% pour les hommes canadiens; chez les immigrantes, il y avait 31% de diplômées universitaires par rapport à 20% chez les canadiennes. Dans une certaine mesure, les hauts niveaux d'éducation chez les immigrants récents pourraient refléter leur jeunesse relative, mais ils n'en sont pas moins notoires.

Il est incroyablement compliqué de savoir pourquoi les immigrants récents ne s'en sont pas si bien sortis sur le marché du travail que les vagues antérieures d'immigrants. Il y a plusieurs facteurs qui entrent en jeu. Une partie de l'explication est que la discrimination raciale est bien, en fait, devenue davantage un problème à mesure que les nouveaux immigrants proviennent de plus en plus de minorités visibles, plus vulnérables au racisme. Un autre facteur est le manque de reconnaissance ou la sous-estimation de l'éducation, des compétences et des diplômes issus de l'étranger dans un marché du travail en évolution rapide, bien qu'il ne soit pas très clair dans quel mesure c'est la cas. Une partie de l'explication pourrait être que les différences en termes de compétences ne sont pas reflétées au niveau des diplômes officiels, comme l'aptitude à utiliser les compétences en milieu de travail en conjonction avec de bonnes capacités linguistiques.

La composition de la population d'immigrants récents a aussi changé au fil des ans, en ce qui est de la répartition entre la part de réfugiés, d'immigrants catégorie famille, et de ceux qui sont sélectionnés pour des compétences qui sont utiles au marché du travail canadien. Actuellement, environ seulement quatre immigrants sur dix entrant sur le marché du travail ont été sélectionnés pour leurs compétences. Comme on peut s'y attendre, ils ont tendance à avoir les taux les plus élevés d'éducation et d'expérience de travail pertinente.

Le contexte économique général dans lequel les immigrants arrivent représente encore un autre facteur crucial pour une inclusion réussie. Pour les nouveaux immigrants au Canada du début à la moitié des années 1990, les débouchés fermés reflétaient sans aucun doute la situation lamentable de l'économie canadienne pendant cette période. Vu les taux de chômage très élevés de 1990 à 1993, et avec seulement une faible croissance économique jusqu'à la dernière moitié de la décennie, il n'est pas très surprenant que les nouveaux arrivants aient eu du mal à trouver un emploi stable et bien rémunéré. (Des difficultés semblables étaient se faisaient aussi ressentir parmi les jeunes Canadiens qui entraient pour la première fois sur le marché du travail, et parmi d'autres groupes vulnérables, comme les travailleurs âgés peu qualifiés et les personnes handicapées).

Ce n'est qu'en 1998 que le nombre absolu d'emplois rémunérés à temps plein correspondant au nombre de 1989 au Canada a finalement été rattrapé. Tous les nouveaux emplois en nombre net créés pendant cette longue période étaient des emplois autonomes ou à temps partiel. Il n'y a presque pas eu de nouvelle embauche dans les milieux de travail plus étendus du secteur public

et privé – qui ont tendance à offrir des échelons de carrière plus stables et plus progressifs. Les nouveaux venus sur le marché du travail – y compris les nouveaux immigrants au Canada – devaient se faire la concurrence pour les emplois plus précaires et plus mal rémunérés des petites entreprises (Jackson et Robinson, 2000).

Des données probantes récentes en provenance des États-Unis montrent que ce n'est que très tard dans leur période de reprise économique – environ en 1996 – que les gains d'une forte croissance de l'emploi ont commencé à se faire sentir parmi les minorités raciales. Cependant, les écarts en matière d'emploi et de salaires entre les minorités raciales et les autres Américains ont fini par diminuer vers la fin des années 1990 à mesure que les employeurs ont recruté et formé des travailleurs qui avaient précédemment été au chômage ou avaient eu des emplois très marginaux. (Mishel, 2001), et l'écart entre les travailleurs américains à faible et à moyen salaire s'est rétréci dans la seconde moitié des années 1990.

Il semblerait qu'une vague de reprise économique ne soulève pas toutes les embarcations de la même façon, ni en même temps, mais la vague de reprise semble contrebalancer certaines sources de préjudice racial. Les employeurs ont moins tendance à discriminer dans un marché du travail serré (peu de chômage) et sont plus senclins à discerner des «compétences cachées». Les employeurs dans un marché du travail serré ont aussi plus tendance à donner une formation à un candidat qui ne répond pas exactement aux critères de l'emploi, et sont moins disposés à simplement leur montrer la porte. L'emploi à temps plein est probablement le facteur le plus influent pour augmenter les chances de ceux qui se trouvent au bas de l'échelle économique. Tandis que l'économie canadienne a vu une forte croissance de 1993 à 1998, d'importants écarts étaient toujours visibles à la fin de cette période. Ce qui suggère que la reprise économique à elle seule n'est pas suffisante pour arriver à l'égalité.

## **Méthodologie**

L'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada, a servi de source pour les données annuelles sur les salaires individuels et familiaux, le revenu, les sources de revenu, les taux d'emploi et de chômage et autres dimensions clé du bien-être économique. Les données du marché du travail sont disponibles selon l'âge, le sexe, le type de famille, l'appartenance à une minorité visible ou l'état d'handicapé, le statut d'immigrant et l'année d'immigration, ainsi que d'autres variables démographiques clé. Les données de l'EDTR nous donnent la possibilité de mettre à jour certains des principaux résultats de recherche fondés sur le Recensement de 1996, bien que les limites de la taille d'échantillon ne permettent pas le même genre d'analyse détaillée.

Dans le cadre de cette étude, nous avons comparé des échantillons transversaux de l'EDTR pour les années 1995 et 1998, divisés en deux groupes : les immigrants récents qui sont arrivés au Canada de 1985 à 1998 (sous le code IM dans les tableaux qui suivent); et les autres Canadiens, y compris les immigrants arrivés avant 1985 (sous le code NI dans les tableaux). Par conséquent, nous avons comparé les chances des immigrants récents par rapport aux autres au cours de la période de reprise économique. La population à l'étude ici ne comprenait que les individus de 25 à 59 ans, c'est-à-dire l'essentiel de la population active. C'est pour cette raison que les salaires et les taux d'emploi cités ci-dessous sont plus élevés que ceux de la moyenne d'ensemble.

Les immigrants récents représentaient 4% de l'échantillon total utilisé en 1995 pour cette étude et 6% de l'échantillon en 1998. Une majorité des immigrants récents (70%) identifiés dans l'échantillon faisaient partie d'une minorité visible.

Les variables des résultats de l'étude comprenaient la situation dans la main d'oeuvre, le nombre de semaines d'emploi, de semaines au chômage, les salaires horaires, les salaires annuels, le recours à l'assistance sociale pendant l'année, le revenu familial total, et le taux de pauvreté. Tous les revenus et salaires pour 1995 ont été ajustés au taux d'inflation, rendant possible la comparaison des niveaux à ceux de 1998.

## **Résultats d'étude**

### **Caractéristiques démographiques des immigrants récents**

Les immigrants récents sont, ce n'est pas surprenant, plus jeunes que la population canadienne en général. En 1998, 42,1% des immigrants récents dans la tranche d'âge principale avaient 34 ans ou moins, par rapport à 27,9% dans le reste de la population.

Les immigrants récents ont tendance soit à posséder un plus haut niveau d'éducation soit à être légèrement moins scolarisés que le reste de la population. Parmi les immigrants récents, 22% avaient au moins un diplôme universitaire en 1998, par rapport à 17% dans le reste de la population. Mais d'autre part 18% des immigrants récents n'avaient pas terminé le secondaire, par rapport à 16% parmi les autres Canadiens.

Les immigrants récents ont des familles plus nombreuses : 55% des immigrants récents ont indiqué avoir une famille de quatre personnes ou plus, tandis que seulement 37 % du reste de la population canadienne ont une famille de cette taille. C'est-à-dire que les familles d'immigrants récents ont besoin d'un revenu plus élevé afin d'éviter de tomber dans la pauvreté.

### **Expériences sur le marché du travail**

En 1998, 58% des immigrants récents avaient un emploi toute l'année – nettement en dessous du taux de 70% dans le reste de la population canadienne. Cependant, l'écart entre les deux groupes a considérablement diminué pendant la période étudiée. En 1995, seulement 49% des immigrants récents avaient été employés toute l'année, soit 9 points de pourcentage de moins qu'en 1998.

En 1998, 6% des immigrants récents étaient au chômage toute l'année. C'était bien supérieur aux 2% des autres Canadiens, mais bien moins que le taux de 10% au chômage toute l'année en 1995. En 1998, 11% des immigrants récents étaient au chômage à un moment donné de l'année, une baisse du taux de 17% en 1995. Cependant, seulement 6% des autres Canadiens étaient au chômage partiellement en 1998. (Aux fins de ce calcul, le pourcentage de personnes au chômage a été calculé en pourcentage du groupe d'âge, plutôt qu'en pourcentage de la main d'oeuvre).

Parallèlement à cette augmentation d'emploi stable parmi les immigrants récents, la portion de leur revenu individuel provenant de salaires a augmenté de 53% à 66% de 1995 à 1998, et la proportion ayant recours à l'assistance sociale dans l'année a chuté abruptement de 19% à 11%.

**Tableau 1 : Situation dans la main d'oeuvre, sources de revenu et scolarité chez les immigrants récents et les non-immigrants, 1995 et 1998**

	1995		1998	
	IM	NI	IM	NI
<b>Situation dans la main d'oeuvre (%)</b>				
Employé toute l'année	49	69	58	70
Au chômage toute l'année	10	2	6	2
Pas dans la main d'oeuvre toute l'année	19	12	17	12
Employé partie de l'année, au chômage partie de l'année	13	8	9	8
Employé, au chômage et pas dans la main d'oeuvre partie de l'année	10	8	11	8
Total	100%	100%	100%	100%
<b>Source principale de revenu (%)</b>				
Pas de revenu	6	2	2	2
Salaires	53	71	66	72
Revenu d'emploi autonome	5	6	5	7
Transferts du gouvernement	31	14	22	14
Revenu de placement / pension de retraite	–	4	3	4
Autre revenu	3	2	2	2
Total	100%	100%	100%	100%
<b>A touché l'assistance sociale?</b>				
Oui	19	8	11	7
Non	81	92	89	93
<b>Scolarité</b>				
N'a jamais été à l'école	–	–	–	–
1-8 ans de cours primaire	9	7	9	5
9-13 ans de cours primaire et secondaire	9	12	9	11
Diplôme du secondaire	21	15	17	16
Cours non universitaire postsecondaire	10	8	7	8
Cours universitaire (sans diplôme)	4	4	4	4
Certificat non universitaire postsecondaire	23	34	30	32
Diplôme universitaire 1er cycle ou certificat sous bac	14	13	17	14
Diplôme universitaire supérieur au 1er cycle	11	6	7	5
<b>Cherchait du travail à la fin de l'année?</b>				
Oui	18	7	10	6
Non	82	93	90	94

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social d'après les chiffres de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada.

Le tableau 2 présente le nombre moyen de semaines d'emploi et de semaines au chômage en 1995 et 1998. En moyenne, les immigrants récents avaient 36 semaines d'emploi en 1998, soit une hausse de 4 semaines sur leur moyenne de 1995. Pour le reste de la population canadienne, le nombre moyen de semaines d'emploi n'a augmenté que de façon négligeable. Par conséquent, l'écart entre les deux groupes a diminué de 9,4 semaines en 1995, à 5,7 semaines en 1998.

Inversement, le nombre moyen de semaines pendant lesquelles les immigrants récents étaient au chômage a baissé de 9,0 en 1995 à 5,2 en 1998, et l'écart de semaines au chômage entre les immigrants récents et le reste de la population a fortement diminué de 5,6 semaines en 1995 à

2,3 semaines en 1998. (Remarque : les semaines d'emploi ajoutées aux semaines de chômage ne forment pas 52 semaines dans ce calcul, certaines semaines étant passées hors de la main d'oeuvre).

**Tableau 2 : Moyenne du nombre de semaines d'emploi et au chômage chez les immigrants récents et les non-immigrants, 1995 et 1998**

	1995	1998	Hausse / baisse
<b>Semaines d'emploi</b>			
Immigrants récents (immigrés entre 1985-1998)	32,0 semaines	36,0 semaines	+ 4 semaines
Autres (immigrés avant 1985 et non immigrants)	41,4 semaines	41,7 semaines	
<b>Semaines au chômage</b>			
Immigrants récents (immigrés entre 1985-1998)	9,0 semaines	5,2 semaines	- 3,8 semaines
Autres (immigrés avant 1985 et non immigrants)	3,4 semaines	2,9 semaines	- 0,5 semaines

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social d'après les chiffres de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada.

Le tableau 3 présente le même genre de données, cette fois selon le sexe des individus. L'augmentation du nombre de semaines d'emploi de 1995 à 1998 pour les immigrants récents a profité aux hommes et aux femmes, mais davantage aux femmes. En moyenne leurs semaines d'emploi sont passées de 24,8 semaines en 1995 à 30,8 semaines en 1998. Il est cependant à remarquer que les immigrantes récentes travaillaient en moyenne 7,4 semaines de moins que les autres Canadiennes en 1998, et considérablement moins que les hommes immigrants récents. Parmi les hommes, les immigrants récents avaient aussi moins de semaines d'emploi en 1998 que les non immigrants : 41,7 semaines par rapport à 45,2 semaines.

En parallèle, le nombre moyen de semaines au chômage a baissé fortement pour les immigrants récents, hommes et femmes, de 1995 à 1998, mais davantage pour les immigrantes. La durée moyenne au chômage a diminué de 5 semaines.

Pour ce qui est des semaines d'emploi, la période de reprise de 1995 à 1998 a clairement profité aux immigrants récents, particulièrement les femmes. Ceci dit, cependant, il y avait encore des écarts importants entre les immigrants récents et les autres Canadiens en 1998. Comme le montre le tableau 3, les hommes immigrants récents étaient au chômage plus du double de temps que les non immigrants en 1998, et les femmes immigrantes récentes étaient au chômage pour une durée de 1,4 fois plus longue que les autres femmes.

**Tableau 3 : Moyenne du nombre de semaines d'emploi et au chômage chez les immigrants récents et les non-immigrants, selon le sexe, 1995 et 1998**

	1995	1998	Hausse / baisse
<b>Semaines d'emploi</b>			
<b>Hommes</b>			
Immigrants récents (immigrés entre 1985-1998)	39,6 semaines	41,7 semaines	+ 2 semaines
Autres (immigrés avant 1985 et non immigrants)	45,3 semaines	45,2 semaines	
<b>Femmes</b>			
Immigrantes récentes (immigrées entre 1985-1998)	24,8 semaines	30,8 semaines	+ 6 semaines
Autres (immigrées avant 1985 et non immigrantes)	37,6 semaines	38,2 semaines	+ 0,6 semaines
<b>Semaines au chômage</b>			
<b>Hommes</b>			
Immigrants récents (immigrés entre 1985-1998)	9,0 semaines	6,5 semaines	- 2,5 semaines
Autres (immigrés avant 1985 et non immigrants)	3,4 semaines	3,0 semaines	- 0,4 semaines
<b>Femmes</b>			
Immigrantes récentes (immigrées entre 1985-1998)	9,0 semaines	4,0 semaines	- 5 semaines
Autres (immigrées avant 1985 et non immigrantes)	3,4 semaines	2,9 semaines	- 0,5 semaines

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social d'après les chiffres de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada.

### Revenus de travail

De 1995 à 1998, les immigrants récents ont reçu une moyenne d'augmentation de salaire, ajustée au taux d'inflation, de 5% ou 70 cents de l'heure, tandis que le salaire horaire réel des autres Canadiens a baissé de 4% (aussi environ 70 cents de l'heure). En conséquence, l'écart de salaire horaire entre les deux groupes a diminué de 4,40 \$ de l'heure à 3,00 \$ de l'heure. Malgré ce changement, cependant, il y avait encore un écart de salaire significatif, étant donné que les immigrants récents gagnaient un salaire horaire de 18% inférieur à celui des autres en 1998.

**Tableau 4 : Salaire horaire moyen chez les immigrants récents et les non-immigrants, 1995 et 1998**

	1995	1998	Hausse / baisse
<b>Salaire horaire</b> (ajusté au taux d'inflation)			
Immigrants récents (immigrés entre 1985-1998)	13,30 \$	14,00 \$	+ 0,70 \$ (5%)
Autres (immigrés avant 1985 et non immigrants)	17,70 \$	17,00 \$	- 0,70 \$ (- 4%)

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social d'après les chiffres de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada.

Le tableau 5 fournit un état plus détaillé des salaires, selon le sexe. À nouveau, l'amélioration des conditions sur le marché du travail a particulièrement bénéficié aux femmes récemment immigrées. Leur salaire horaire moyen a augmenté de 1,20 \$ soit 10,6% de 1995 à 1998. Le ratio des salaires horaires moyens des immigrantes récentes par rapport à ceux des autres Canadiennes a augmenté de 0,72 \$ à 0,80 \$, indiquant par conséquent une diminution de l'écart, et chez les hommes, le ratio a augmenté de 0,75 \$ à 0,81 \$. On remarquera, cependant, que les salaires horaires des immigrantes récentes étaient en 1998 – à 12,50 \$ de l'heure – encore de 3,20 \$ inférieur de l'heure aux salaires des autres Canadiennes, et de 7,20 \$ inférieurs à ceux des hommes non immigrants.

**Tableau 5 : Salaire horaire moyen chez les immigrants récents et les non-immigrants, selon le sexe, 1995 et 1998**

	1995	1998	Hausse / baisse
<b>Salaire horaire</b> (ajusté au taux d'inflation)			
<b>Hommes</b>			
Immigrants récents (immigrés entre 1985-1998)	15,00 \$	16,00 \$	+ 1,00 \$ (6,6%)
Autres (immigrés avant 1985 et non immigrants)	19,80 \$	19,70 \$	+ 0,10 \$
Immigrants récents en % des autres	75%	81%	
<b>Femmes</b>			
Immigrantes récentes (immigrées entre 1985-1998)	11,30 \$	12 50 \$	+ 1,20 \$ (10,6%)
Autres (immigrées avant 1985 et non immigrantes)	15,60 \$	15,70 \$	+ 0,10 \$
Immigrantes récentes en % des autres	72%	80%	

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social d'après les chiffres de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada.

Le tableau 6 présente des données sur le salaire annuel moyen. En raison de l'augmentation tant du nombre de semaines d'emploi que des salaires horaires, la moyenne des revenus de travail des immigrants récents a fait un bond de 23,4%, soit de 3 416 \$ de 1995 à 1998, bien au-dessus de l'augmentation de 6,5% enregistrée chez les non immigrants. Par conséquent, le ratio de salaires annuels chez les immigrants récents par rapport aux salaires annuels des autres Canadiens a augmenté de 0,57% à 0,66%.

**Tableau 6 : Salaire annuel moyen chez les immigrants récents et les non-immigrants, 1995 et 1998**

	1995	1998	Hausse / baisse
<b>Salaire annuel moyen</b>			
Immigrants récents (immigrés entre 1985-1998)	14 595 \$	18 011 \$	+3 416 \$ (23,4%)
Autres (immigrés avant 1985 et non immigrants)	25 628 \$	27 305 \$	+1 677 \$ (6,5%)
Immigrants récents en % des autres	57%	66%	

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social d'après les chiffres de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada.

Encore une fois, comme on le montre au Tableau 7, la diminution de l'écart entre les salaires annuels de 1995 à 1998 a été plus prononcée parmi les femmes immigrantes récentes. Il faut cependant remarquer que leur salaire annuel moyen en 1998 n'était encore seulement que de 12 067 \$, soit 61% du salaire moyen des autres femmes, et à peine un peu plus du tiers du salaire annuel moyen des hommes non immigrants.

**Tableau 7 : Salaire annuel moyen chez les immigrants récents et les non-immigrants, selon le sexe, 1995 et 1998**

	1995	1998	Hausse / baisse
<b>Salaire annuel moyen</b> (ajusté au taux d'inflation)			
<b>Hommes</b>			
Immigrants récents (immigrés entre 1985-1998)	20 834 \$	24 644 \$	+ 3 810 \$
Autres (immigrés avant 1985 et non immigrants)	33 055 \$	35 027 \$	+ 1 972 \$
Immigrants récents en % des autres	63%	70%	
<b>Femmes</b>			
Immigrantes récentes (immigrées entre 1985-1998)	8 633 \$	12 067 \$	+ 3 434 \$
Autres (immigrées avant 1985 et non immigrantes)	18 276 \$	19 626 \$	+ 1 350 \$
Immigrantes récentes en % des autres	47%	61%	

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social d'après les chiffres de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada.

### Revenus familiaux

Les revenus familiaux – composés des gains de tous les travailleurs d'une famille économique, plus des transferts des gouvernements – représentent la ligne de base du bien-être. L'amélioration des taux d'emploi et des salaires de 1995 à 1998 parmi les immigrants récents a eu l'effet prévu de faire monter les revenus familiaux et de réduire les écarts de revenus entre les immigrants récents et les autres familles canadiennes.

Comme le montre le Tableau 8, en moyenne le revenu total réel avant impôt des familles d'immigrants récents a augmenté de plus de 9 000 \$, soit 20,8% de 1995 à 1998, par rapport à une augmentation de 6,1% dans les autres familles canadiennes. Par conséquent, le ratio des revenus familiaux parmi les immigrants récents par rapport aux revenus des autres familles a augmenté de 0,72 à 0,82, toutefois un important écart de revenu de près de 12 000 \$ subsistait encore en 1998. De plus, les revenus plus bas des immigrants récents doivent être partagés par un plus grand nombre de personnes en raison de la taille plus grande des familles chez beaucoup d'immigrants récents.

**Tableau 8 : Revenu familial moyen, avant impôt, chez les immigrants récents et les non-immigrants, 1995 et 1998**

	1995	1998	Hausse / baisse
<b>Revenu total</b>			
Immigrants récents (immigrés entre 1985-1998)	43 964 \$	53 098 \$	+ 9 134 \$ (20,8%)
Autres (immigrés avant 1985 et non immigrants)	61 228 \$	64 955 \$	+ 3 727 \$ (6,1%)
Immigrants récents en % des autres	72%	82%	

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social d'après les chiffres de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada.

## La pauvreté

Le tableau 9 présente des chiffres sur la pauvreté parmi les immigrants récents et les autres familles pour 1995 et 1998. Les données sont fournies selon trois mesures : la Mesure de faible revenu (revenu inférieur à la moitié du revenu médian pour une famille de taille équivalente, après impôt) qui est largement utilisée dans les comparaisons internationales; et le faible revenu tel que défini quand on passe sous le Seuil de faible revenu (SFR), soit avant impôt, soit après impôt. Les familles qui tombent sous le SFR dépensent en proportion de leur revenu beaucoup plus que la moyenne pour leur frais de nourriture, de vêtements et de logement.

Quelle que soit la mesure utilisée, le taux de pauvreté a considérablement diminué parmi les familles d'immigrants récents pendant la période de 1995 à 1998. Cependant, les taux de pauvreté étaient encore élevés en 1998 – allant de 18% à 27%, selon la mesure utilisée – et les taux étaient bien supérieurs aux taux correspondants dans les familles de non immigrants. Par exemple, le taux de SFR avant impôt pour les immigrants récents a baissé de 37% à 27% de 1995 à 1998. Mais à 27%, le taux de pauvreté des immigrants récents était encore de plus du double du taux de 13% pour le reste de la population canadienne.

La taille plus large de la famille chez les immigrants récents aide à expliquer pourquoi les taux de pauvreté sont restés très élevés malgré une augmentation des revenus de travail et des revenus familiaux.

**Tableau 9 : Incidence de la pauvreté chez les immigrants récents et les non-immigrants, 1995 et 1998**

	1995		1998	
	IM	N-I	IM	N-I
<b>Sous la mesure de faible revenu</b>				
Revenu après impôt	23%	10%	18%	10%
<b>Sous le seuil de faible revenu (SFR)</b>				
Revenu avant impôt	37%	12%	27%	13%
Revenu après impôt	29%	10%	21%	10%

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social d'après les chiffres de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) de Statistique Canada.

## Récapitulation et conclusion

La reprise économique de la dernière moitié des années 1990 a rétréci les larges écarts qui existaient entre les immigrants récents et les autres Canadiens. En 1998, les immigrants récents – et particulièrement les femmes immigrantes – ont pu trouver davantage de semaines d'emploi et ce à un salaire horaire plus élevé qu'en 1995, et ces progrès ont dépassé ceux du reste de la population canadienne. Par conséquent, ces augmentations de salaires se sont traduites par des revenus familiaux plus élevés et ont diminué les taux de pauvreté. Bien que ce soit évidemment de bonnes nouvelles, il faut quand même reconnaître que le très haut niveau de chômage et les écarts de revenus entre les deux groupes de population persistaient encore en 1998. D'après le SFR avant impôt, le taux de pauvreté chez les immigrants récents se montait encore à 27% en 1998 – soit le double du taux pour les autres familles canadiennes.

Une forte croissance économique et de l'emploi semble être un facteur déterminant pour une plus grande égalité. Cependant, il reste à savoir si la situation des immigrants récents à la fin des années 1990 sera retournée à la norme du début des années 1980, lorsque les nouveaux immigrants au Canada «rattrapaient» rapidement, économiquement parlant, le reste de la population.

Il est important de se rappeler que les immigrants récents sont un groupe de gens extrêmement variés. Certains immigrants appartiennent à des groupes raciaux minoritaires; d'autres pas. Certains sont sélectionnés pour leur haut degré d'éducation et de compétences, tandis que d'autres nouveaux arrivants manquent de scolarisation et de capacités linguistiques. L'inclusion réussie des immigrants récents dans le marché du travail canadien et la société canadienne ne se fera pas en laissant simplement cette responsabilité aux mains des forces du marché. Il faudra plutôt un vaste éventail de stratégies pour accélérer le processus d'intégration et pour réduire les sources de désavantages. Cela comprendra des politiques publiques en matière d'équité d'emploi, la reconnaissance et la promotion des «compétences cachées» des nouveaux immigrants auprès des employeurs éventuels, l'offre de formation linguistique et professionnelle aux nouveaux immigrants, et la reconnaissance accélérée des diplômes étrangers.

## Références bibliographiques

- Brouwer, A. *Immigrants Need Not Apply. Refugee et Immigrant Program*. Toronto: The Maytree Foundation, 2000.
- Centre canadien de la statistique juridique. «Les minorités visibles au Canada», dans *Série de profils*. Catalogue No. 85F0033MIF. Ottawa : Ministère de l'Industrie, 2001.
- Patrimoine canadien, Multiculturalisme. *Diversité canadienne : respecter nos différences*. Ottawa: Patrimoine canadien, Multiculturalisme, 2001. [www.pch.gc.ca/multi/respect\\_e.shtml](http://www.pch.gc.ca/multi/respect_e.shtml).
- Galabuzi, G. *Canada's Creeping Economic Apartheid*. Toronto: Centre for Social Justice Foundation, 2001.
- Grant, M. et Thompson, E. "Immigrants and the Canadian Labour Market," Présentation au 10<sup>e</sup> Congrès bisannuel sur les politiques sociales canadiennes, Université de Calgary, 2001.
- Développement des ressources humaines Canada. «Les immigrants récents font face à des difficultés économiques inhabituelles», dans *Bulletin de la recherche appliquée*, hiver/printemps, Vol. 7, No. 1. Ottawa : Développement des ressources humaines Canada, 2001.
- Développement des ressources humaines Canada. «Le savoir, clé de notre avenir : la stratégie d'innovation du Canada»
- Jackson, A. «La pauvreté et le racisme», dans *Perception*, Volume 24, No. 4. Ottawa: Conseil canadien de développement social, 2001.
- Jackson, A. et Robinson, D. *Falling Behind: The State of Working Canada, 2000*. Ottawa: Centre canadien de politiques alternatives, 2000.
- Kunz, J.L.; Milan, A. et Schetagne, S. *Inégalité d'accès : profil des différences entre les groupes ethnoculturels canadiens dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et du revenu*. Toronto : Fondation canadienne des relations raciales, 2000.
- Lee, K. *Urban Poverty in Canada: A Statistical Profile*. Ottawa : Conseil canadien de développement social, 2000.
- Mishel, L.; Bernstein, J. et Schmitt, J. *The State of Working America, 2000-01*. Washington, DC: Economic Policy Institute et M.E.Sharpe, 2001.
- Morissette, R. et Zhang, X. "Experiencing Low Income for Several Years," in *Perspectives*, Summer 2001, Catalogue No. 75-001-XPE. Ottawa : Statistique Canada, 2001.
- Ornstein, M. *Ethno-Racial Inequality in Toronto: Analysis of the 1996 Census*. Toronto: City of Toronto Access et Equity Division, 2000.
- Reitz, J.G. *Immigrant Success in the Knowledge Economy: Institutional change et the immigrant experience in Canada, 1970-1995*. Toronto: Centre for Industrial Relations et Department of Sociology, University of Toronto, 2000.
- Schellenberg, G. *The Changing Labour Market Prospects of Refugees in Canada*, rapport préparé par le Conseil canadien de développement social pour la Direction de la politique stratégique, planification et recherche à Citoyenneté et Immigration Canada, Ottawa, 1998.